



## PROJET D'ACCORD CADRE N°B24-02044-KD

### ENTRE

**LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,

dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup>,  
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S  
PARIS B 775 685 019

représenté par Monsieur Sébastien DAUVÉ, agissant en qualité de Directeur de  
l'Institut LETI,

ci-après dénommé « **le CEA** »

**d'une part,**

### ET

**La société** \_\_\_\_\_,

dont le siège social est situé \_\_\_\_\_,  
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de \_\_\_\_\_ sous le numéro R.C.S  
\_\_\_\_\_,

représentée par Monsieur/Madame \_\_\_\_\_, agissant en qualité de  
\_\_\_\_\_,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

**d'autre part,**

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS	3
ARTICLE 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION	5
ARTICLE 7 - CONDITIONS DE LIVRAISONS	6
ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
ARTICLE 9 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE	8
ARTICLE 10 - RECEPTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 11 - PRESTATIONS NON CONFORMES	8
ARTICLE 12 - REMISE DE DOCUMENTS	8
ARTICLE 13 - ASSURANCES	9
ARTICLE 14 - MONTANT	10
ARTICLE 15 - REVISION DES PRIX	10
ARTICLE 16 - RESILIATION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 17 - PENALITES	10
ARTICLE 18 - FACTURATION- REGLEMENT	11
ARTICLE 19 - REGIME FISCAL	12
ARTICLE 20 - JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR FR]	13
ARTICLE 21 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR ETRANGER]	13
ARTICLE 22 - CONCLUSION DU MARCHE	13

## **ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent accord cadre a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, les prestations de nettoyage haute température des carriers du CEA LETI, ci-après dénommées « les Prestations ».

Les « carriers » sont ci-après dénommés par le terme « les Matériels »

Les Prestations du marché relèvent d'une obligation de résultat.

## **ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

**2.1** - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé B24-02044-KD avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques du marché et leurs annexes (le cahier des charges référencé LETI/DPFT/SMTP/24-004 en date du 02/10/2024) ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_, à titre supplétif.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Les annexes suivantes font parties intégrantes du présent accord-cadre :

- Annexe n°1 « Liste et prix des Prestations »,
- Annexe n°2 « Formalisme des Appels à livraison ».
- Annexe n°3 « Demande d'acceptation d'un sous-traitant »

## **ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS**

### **3.1 - Correspondants techniques du CEA**

Frédéric FASOLA     LETI/DPFT/SMTP/SIME/CMAP     Tél : 04.38.78.63.36  
Email : [frederic.fasola@cea.fr](mailto:frederic.fasola@cea.fr)

Guillaume VEUX     LETI/DPFT/SMTP/SIME/CMAP     Tél : 04.38.78.58.38  
Email : [guillaume.veux2@cea.fr](mailto:guillaume.veux2@cea.fr)

### **3.2 - Correspondants commerciaux du CEA**

Kevin Di CARO     Services des Marchés et Achats     Tél : 06 70 94 26 20  
Email : [kevin.dicaro@cea.fr](mailto:kevin.dicaro@cea.fr)

Isabelle BOREL     Services des Marchés et Achats     Tél : 04.38.78.13.36  
Email : [isabelle.borel@cea.fr](mailto:isabelle.borel@cea.fr)

### 3.3 - Comptabilité fournisseur

Comptabilité fournisseur : Tél : 01 69 08 47 50  
Email : S3C\_GRE@cea.fr  
[RELANCES@cea.fr](mailto:RELANCES@cea.fr)

### 3.4 - Correspondants du Titulaire

Correspondant technique :

\_\_\_\_\_ Tél : \_\_\_\_\_  
Email : \_\_\_\_\_

Correspondant commercial :

\_\_\_\_\_ Tél : \_\_\_\_\_  
Email : \_\_\_\_\_

3.5 – Le Titulaire désigne un responsable qui est le seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Prestations.

Ce responsable a pour rôle :

- d'encadrer le personnel du Titulaire et de définir les tâches qu'il doit accomplir,
- de faire respecter les consignes de sécurité,
- d'assurer les relations avec le CEA,
- de former le personnel au poste de travail. La traçabilité de cette formation est établie et tenue à la disposition du CEA,
- d'appliquer la législation spécifique aux installations confiées au Titulaire.

M/Mme \_\_\_\_\_ Tél : \_\_\_\_\_  
Email : \_\_\_\_\_

Le Titulaire doit faire connaître par courrier, le nom de son remplaçant le cas échéant.

### **ARTICLE 4 - DUREE**

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de deux (2) ans à compter du 01/01/2025, soit jusqu'au 31/12/2026\*.

Il comprend les tranches optionnelles suivantes :

- Tranche optionnelle n°1 : prolongation des Prestations pour une durée d'un (1) an supplémentaire soit du 01/01/2027 jusqu'au 31/12/2027\*.
- Tranche optionnelle n°2 : prolongation des Prestations pour une durée d'un (1) an supplémentaire soit du 01/01/2028 jusqu'au 31/12/2028\*.

\* Les dates seront actualisées dans le marché définitif en fonction de la date effective de démarrage souhaitée par le CEA.

Le CEA affermit la(es) tranche(s) optionnelle(s), si besoin, par lettre recommandée avec demande d' accusé réception dans un délai d'au moins trois (3) mois avant le terme du marché.

Le non- affermissement de la (ou des) tranche(s) optionnelle(s) ne donne lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire.

## **ARTICLE 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS**

Les Prestations précisément décrites au cahier des charges précité à l'article 2 du présent marché consistent principalement à procéder :

- Au transport aller-retour du matériel sur le site du CEA Grenoble
- A l'inspection visuel du matériel avant nettoyage
- Au nettoyage haute-température du Matériel hors site
- A l'inspection visuel du matériel après nettoyage

Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des Prestations conformément au cahier des charges susvisé. Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des prestations en dehors de celles définies dans le cahier des charges, sans l'accord préalable écrit du CEA.

Les Prestations, dont le Titulaire assure l'exécution et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

## **ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION**

### **6.1 - Conditions générales d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande**

Le Titulaire, en tant que spécialiste des Prestations qui lui sont demandées au titre du présent accord-cadre à bons de commande, s'engage à les fournir dans le respect des règles de l'art, des réglementations qui leur sont applicables et dans le souci de l'optimisation de la qualité du produit commandé.

### **6.2 - Formalisme des appels à livraison**

Au titre de présent accord-cadre à bons de commande, le CEA adresse au Titulaire des bons de commande successifs selon ses besoins.

Ces bons de commande comportent leur propre numéro de commande.

Le Titulaire ne peut procéder à la livraison de la Fourniture qu'après avoir reçu un bon de commande du CEA, par email, précisant les éléments suivants :

- la référence du présent accord-cadre
- la référence de la commande
- la quantité demandée,
- le lieu d'enlèvement
- le prix unitaire de la Prestation en Délai Standard ou Urgent

Les appels à livraison sont régis par les dispositions du présent accord-cadre et sont passés sur la base des prix unitaires figurant en Annexe n°1 du présent accord-cadre.

Les commandes (appels à livraison) sont à adresser à :

Coordonnées / service : [REDACTED]

Tél : [REDACTED]

Mail : [REDACTED]

### **6.3 - Accès au Centre en région et aux Installations et organisation du Titulaire**

Les conditions d'accès au Centre et aux Installations sont définies dans les règles applicables aux Entreprises Extérieures visées à l'article 2 du présent accord cadre, complétées par les dispositions du cahier des charges le cas échéant.

Ces dispositions ne donnent lieu à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire qui, par ailleurs, ne peut s'en prévaloir pour justifier du non-respect de ses obligations contractuelles quelles qu'elles soient.

En début de chaque année, le CEA Grenoble fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du Centre (environ 8 à 10 jours par an en plus des jours fériés).

Pour l'année 2024, les jours de fermeture sont les 2 janvier, les 10 et 20 mai, le 16 août, le 31 octobre, les 23, 24, 26, 27, 30 et 31 décembre.

Sauf autorisation expresse de la part du CEA, le Titulaire ne doit pas intervenir sur le site durant ces jours de fermeture.

## **ARTICLE 7 - CONDITIONS DE LIVRAISONS**

Le Titulaire s'engage à réaliser les Prestations suivant les deux (2) types de délais qui sont les suivants :

- délais Standard : 7 jours ouvrés maximum (enlèvement, nettoyage, retour sur site)
- délais Urgent : 3 jours ouvrés maximum (enlèvement, nettoyage, retour sur site)

### **7.1 – Livraison standard et urgente**

Le Titulaire s'engage à livrer les Matériels dans les délais indiqués à l'article 7 de présent marché.

Les délais prennent effet à compter de la date de réception du bon de commande par le Titulaire.

En cas de difficulté relative à une livraison, le Titulaire doit en informer au plus tôt les correspondants techniques du CEA désignés à l'article 3.1 du présent document.

### **7.2 – Emballage – Expédition – Transport - Livraison**

Les Matériels sont emballés aux frais et risques du Titulaire. Les boîtes de transport sont fournies par le CEA Grenoble.

Le PRESTATAIRE chiffrera le transport aller-retour du matériel, du lieu de départ du CEA, au lieu de traitement du PRESTATAIRE.

Le Titulaire doit indiquer impérativement sur l'étiquette d'identification des colis (dans le bordereau de livraison intérieur) le numéro complet du présent accord cadre et de l'appel à livraison auquel elle se réfère.

L'emballage et l'étiquetage doivent assurer une information et une protection efficaces, tant en termes de manutention que de conservation, jusqu'à destination finale et être conformes à tous les règlements et normes en vigueur.

Si des conditions particulières de stockage (température, hygrométrie, etc...) sont requises, elles sont identifiées et affichées en caractères spéciaux.

Toute livraison doit être adressée au bâtiment/pièce stipulé sur l'appel à livraison.

## **ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **8.1 - Obligations générales du Titulaire envers son personnel**

#### **8.1.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale**

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

#### **8.1.2 - Respect par le Titulaire du marché de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés**

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

### **8.2 - Sous-traitance**

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité du marché.

Si le Titulaire sous-traite une partie des Prestations prévues dans le cadre du présent marché, il doit remettre au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant. Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l'article 7 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire doit remplir l'imprimé de demande d'acceptation de sous-traitant selon le modèle joint au présent marché et le transmettre au correspondant commercial du CEA, Service Achats.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent marché par son (ou ses) sous-traitant(s).

### **8.3 - Confidentialité**

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

### **8.4 - Zone à Faibles Emissions**

Le CEA Grenoble étant situé dans une Zone à Faibles Emissions (ZFE) pour les véhicules utilitaires légers et poids lourds, le Titulaire, son personnel et ses sous-traitants éventuels doivent se conformer à la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE 9 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHÉ**

### **9.1 - Dispositions générales**

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Prestations et il reconnaît avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour les réaliser.

Les Prestations doivent être exécutées conformément aux règles de l'art.

Le Titulaire répond de l'exactitude des Prestations, rapports et documents établis ou vérifiés par ses soins, et supporte la charge, sans supplément de prix, des corrections à y apporter. Les observations et approbations du CEA ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

En outre, le Titulaire supporte les conséquences pécuniaires des dommages qui seraient dus à une mauvaise exécution de ses obligations.

### **9.2 - Obligation de conseil et d'information**

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des Prestations, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

### **9.3 - Réunions**

Le suivi et le contrôle des Prestations s'exercent notamment par une réunion annuelle entre le CEA et le Titulaire conformément aux prescriptions du cahier des charges.

Ces réunions permettent de traiter notamment les points suivants :

- Respect des dispositions du cahier des charges,
- De faire le point sur les nettoyages déjà réalisés et ceux à prendre en compte pour l'année suivante suivant ;
- De fournir les résultats des indicateurs contractuels

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu en double exemplaire établi par le Titulaire. Ce compte rendu est soumis, dans un délai de 15 jours suivant la date de réunion, à l'accord préalable du CEA avant diffusion.

## **ARTICLE 10 - RECEPTION DES PRESTATIONS**

A chaque livraison, les Prestations font l'objet d'une procédure de vérification (contrôle qualitatif et quantitatif) et de Réception par le CEA, qui donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal rédigé par le CEA et signé contradictoirement par les représentants du CEA et du Titulaire.

Si la pièce est conforme (conformément à l'article 9.1 du cahier des charges cité en article 2), le CEA procède à sa Réception.

Le Titulaire doit avoir remis au CEA l'ensemble des documents et ces derniers doivent avoir été approuvés sans réserve par le CEA.

## **ARTICLE 11 - PRESTATIONS NON CONFORMES**

Si les Prestations réalisées sur les Matériels ne sont pas conformes aux critères de qualité décrits au cahier des charges, ils sont retournés aux frais du Titulaire pour nettoyage complémentaire et atteinte des spécifications requises.

## **ARTICLE 12 - REMISE DE DOCUMENTS**

Dans le cadre du présent accord-cadre, le Titulaire doit remettre au CEA l'ensemble des documents exigés par le cahier des charges ci-après dénommés "les Documents".



La remise des Documents est une condition de la Réception des Prestations par le CEA. Les documents seront remis selon les conditions définies au cahier des charges.

Tous les documents remis par le Titulaire au CEA sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD (.docx) pour les documents de type texte,
- Microsoft EXCEL (.xlsx) pour les documents de type tableau de chiffres,
- Microsoft POWERPOINT (.pptx),
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS (.mpp) pour les documents de type planning,
- AUTOCAD (.dwg) et PDF (.pdf) pour les documents dessinés.

Chacun d'eux sera remis au CEA sous format électronique compatible avec les moyens informatiques du CEA (mail, CD-ROM)

### **ARTICLE 13 - ASSURANCES**

Il est fait application du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les obligations du Titulaire en matière d'assurance, qui s'appliquent à l'occasion de la prestation faisant l'objet du présent marché, sont régies par les dispositions du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les dispositions de l'article 38.2 du chapitre précité sont complétées comme suit.

#### **1. Pôle MINATEC**

Le Titulaire est informé, sans que soit créée la moindre obligation contractuelle du CEA à son égard, de la souscription par le CEA des garanties définies dans les termes et limites d'une police multirisque, couvrant, jusqu'à 140 000 000 € par sinistre et par année d'assurance, les biens immobiliers et mobiliers faisant partie du pôle MINATEC, à savoir notamment le Bâtiment des objets communicants (BOC), le Bâtiment des composants avancés (BCA), le Bâtiments des hautes technologies (BHT) la Maison des micro et nanotechnologie (MMNT), le Dispositif de fonction technique (DFT), le Bâtiment des Industries Intégratives (B2I) et le Centre de Conception Logiciel (CCL) contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, contamination radioactive.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tous recours à son encontre, et contre ses assureurs, du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte qu'en cas de sinistre, le CEA ne dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire responsable, conformément au droit commun, qu'en cas d'absence de prise en charge par les assureurs de tout ou partie du préjudice qu'il subit, et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève actuellement à 150 000 € par sinistre.

Cette police d'assurance comporte des conditions générales, particulières et spéciales de garantie, des plafonds de garantie et des franchises variables en fonction de l'état du marché de l'assurance. Ces conditions sont susceptibles d'être modifiées sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de s'informer périodiquement d'éventuelles évolutions.

## **ARTICLE 14 - MONTANT**

### **10.1- Montant maximum**

Le montant total maximum de l'accord cadre est plafonné à **900 000 €HT (neuf cent mille euro hors taxe)** pour toute la durée de l'accord cadre.

### **10.2 – Prix unitaires**

Le Titulaire s'engage à appliquer les prix unitaires figurant dans l'annexe n°1 du présent accord-cadre.

Les prix fixés comprennent toutes les sujétions relatives à l'exécution des Prestations (y compris le transport, l'emballage et les frais de déplacement).

Ces prix s'entendent en euros hors taxes et sont fermes pendant toute la durée de la tranche ferme du présent accord cadre.

## **ARTICLE 15 - REVISION DES PRIX**

Les prix fixés à l'article 14 ci-dessus sont établis aux conditions économiques du mois de \_\_\_\_\_ (mois de remise de l'offre).

Ils sont fermes pour la durée de la tranche ferme du marché.

En cas d'affermissement de la ou des tranches optionnelles n°1 et/ou n°2, les prix peuvent être révisés à la date de prise d'effet de cette tranche, à la demande du Titulaire ou du CEA, et ne doivent en aucun cas dépasser le montant obtenu par l'application de la formule indiquée ci-après.

$$P = Po [0,20 + 0,80 'ICTrev-TS-M / 'ICTrev-TS-M]$$

Dans laquelle :

P	Prix mis à jour
Po	Prix aux conditions économiques du mois de la remise de l'offre
'ICTrev-TS-M o	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés pour les Services administratifs, soutien publié par l'INSEE (Identifiant 001565195) pour le mois de la remise de l'offre
'ICTrev-TS-M	Dernière valeur connue de ce même indice à la date de révision

Les prix révisés ne peuvent être applicables qu'après accord écrit de l'autre partie sur la proposition, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition et sous réserve que la demande de révision de prix ait été adressée au cours des six premiers mois à compter de la date anniversaire de révision concernée.

La révision de prix s'applique pour les Prestations réalisées à partir du mois de la réception de la demande de révision et n'a donc pas d'effet rétroactif.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième inférieur.

## **ARTICLE 16 - PENALITES**

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

### **16.1 - Délai de livraison**

En cas de non-respect des délais contractuels, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur d'un (1) pour mille du montant HT de l'appel à livraison concerné par jour calendaire de retard.

Les pénalités appliquées au titre de ce paragraphe sont plafonnées à hauteur de 10% HT du montant de chaque bon de commande.

### **16.2 - Respect des indicateurs**

Le respect des indicateurs est calculé selon la méthode de calcul mentionnée à l'article 9.2 du cahier des charges. En cas de manquement, le Titulaire encourt des pénalités à hauteur d'un (1) pour mille du montant HT de l'appel à livraison concerné par ce non-respect. Les pénalités appliquées au titre de ce paragraphe sont plafonnées à hauteur de 10% HT du montant de chaque bon de commande.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

### **16.3 - Non-respect d'une mise en demeure**

Par ailleurs, en dehors des cas visés aux articles 17.1 et 17.2 ci-dessus, dans l'hypothèse où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure et pour le cas où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA applique une pénalité de 200 euros par jour calendaire de retard.

### **16.4 - Application des pénalités**

Il est précisé que si le CEA est amené à appliquer cinq fois sur une période de douze mois consécutifs des pénalités pour mauvaise exécution, il peut résilier le présent marché de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires. Le Titulaire ne peut pas prétendre au versement d'une quelconque indemnité.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle de l'accord cadre. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

L'application de ces pénalités ne fait notamment pas obstacle à la procédure de résiliation prévue à l'article 17.

## **ARTICLE 17 - FACTURATION- REGLEMENT**

### **17.1 - Conditions de facturation**

La facturation est établie mensuellement à terme échu comme suit :

- 100% du montant TTC du de chaque bon de commande après réception prononcée par le CEA.

### **17.2 - Modalités de facturation et règlement**

#### **Avec une société de droit étranger**

Les factures sont adressées en un exemplaire au :

S3C - comptabilité fournisseur PC 75  
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex  
FRANCE

Tél. : 01 69 08 47 50

Toutes les factures émises portent la référence du présent marché.

Les règlements interviennent à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, après livraison ou exécution.

Avec une société de droit français (Portail Chorus obligatoire), ou avec une société de droit étranger si le Titulaire le souhaite (Portail Chorus facultatif)

Il est précisé que l'utilisation du portail Chorus est facultative pour les sociétés de droit étranger. Si le Titulaire opte pour ce mode de facturation, ce choix est irréversible, pour toutes les factures à venir et pour tous les marchés passés avec le CEA.

Conformément aux articles L2192-1 et suivants et D2192-2 du code de la commande publique complétés par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n°de marché/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- l'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay  
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75  
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex  
FRANCE

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

#### **ARTICLE 18 - REGIME FISCAL**

Le montant du marché est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire du marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

**ARTICLE 19 - JURIDICTION COMPETENTE** [Si fournisseur FR]

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

**ARTICLE 20 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE** [si fournisseur étranger]

Il est expressément convenu que l'exécution du présent marché est soumise à la législation française.

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

**ARTICLE 21 - CONCLUSION DU MARCHE**

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent marché dûment signé.

**Fait à Grenoble en un exemplaire,**

**Le**

**Pour le Titulaire,**

**Pour le CEA,**

**ANNEXE 1 : Liste et prix des Prestations**

	Désignation	Unité	Prix en EUR HT
1	Nettoyage en Délai Standard	Par carrier	_____€HT
2	Nettoyage en Délai Urgent	Par carrier	_____€HT